



Nous sommes tous des Doux....

3800 emplois de salariés menacés, des éleveurs au bord du gouffre, des entreprises de transport en difficulté, le port de Lorient affecté, des communes lourdement touchées : l'impact des appétits de profits du groupe Doux sont considérables. C'est tout une filière qu'il faut remettre à plat.

DOUX : un cas d'école de la faillite d'un système.

- Un système basé sur la production aux plus bas coûts sur le dos des éleveurs et des salariés, sans aucun respect ni de la santé des travailleurs, ni de celle des consommateurs, ni de l'environnement et tout cela pour répondre aux exigences des actionnaires et de marges toujours plus fortes de la grande distribution. **Une juste rémunération du travail des éleveurs, salariés et autres acteurs de la filière avicole est au contraire nécessaire.**
- De l'argent public versé sans compter et sans contrôle ni garanties sur leur utilisation : pendant 15 ans le groupe Doux a perçu des subventions publiques pour un montant cumulé de 1 milliard d'euros. Résultat : M. Doux, c'est 330 millions de fortune personnelle, la 146ème de France. C'est 236 000 mois de SMIC : **M. Doux doit remettre cette fortune dans les comptes de l'entreprise pour éponger les soit disant 450 millions de dettes de l'entreprise.**
- Une délocalisation au Brésil d'une partie de la production avec des salaires encore plus bas, avec moins de contrôles, en particulier sur l'utilisation d'OGM, et partiellement réimportée ensuite en France, qui fait fi de l'impact supplémentaire de ces transports sur l'environnement. Dans le même temps, 13 sites Doux ont disparu et un grand nombre d'élevage a été supprimé en France. Seuls les actionnaires ont profité de l'opération. **Les salariés doivent pouvoir peser sur les décisions stratégiques de l'entreprise.**

Des propositions de reprises dérisoires

C'est la période des soldes : aucune des propositions de reprise connues à ce jour, par ailleurs à des prix indécents, **ne préserve l'intégrité de l'entreprise.** Cette vente à la découpe, site par site, c'est une catastrophe sociale quels que soient les repreneurs : **50% des emplois sont sur la sellette.** Et ce n'est pas la dernière proposition de M. Doux aux éleveurs d'entrer dans le capital de l'entreprise, alors même qu'il ne peut pas les payer, qui trompera grand monde !

Le gouvernement a les moyens d'agir.

En urgence :

- **Un moratoire** sur tous les plans de licenciements, chez Doux comme à PSA.
- Une loi accordant **un droit de veto** aux salariés sur les licenciements et **un droit de regard** sur l'utilisation des fonds publics.
- **Une mise sous tutelle** du groupe Doux qui doit contribuer sur sa fortune personnelle à garantir les salaires des personnels et le paiement des éleveurs et des fournisseurs.

A moyen terme :

- **Un audit** sous contrôle des salariés et des éleveurs de la filière avicole française et sa remise à plat.
- **Un plan de relocalisation des productions** - des aliments pour animaux jusqu'à la découpe - et d'évolution des modes de production tenant compte d'objectifs sociaux et environnementaux, dans le cadre d'une planification écologique .
- Cette politique demande en outre la création **d'un pôle bancaire public.**

Le Front de Gauche, au côté des salariés en lutte pour leur emploi, demande au gouvernement d'imposer des solutions pérennes pour la filière. L'intérêt général doit primer sur les intérêts des actionnaires.